



frères des hommes

MIGRATION



Dossier thématique trimestriel – mars 07

*dossier réalisé avec le soutien de la
Direction Générale de la Coopération au Développement*



Migrations

Les migrations font partie de l'histoire de l'humanité. Cette thématique est souvent propulsée sous les feux de l'actualité sous forme de drames humains et de questionnements les plus divers. A travers ce dossier trimestriel, Frères des Hommes se propose de passer en revue les causes des flux migratoires, les préjugés qu'ils soulèvent de même que le lien qui peut s'établir entre migration et coopération au développement. Nous nous penchons également sur les risques de récupération de la thématique par les partis extrémistes ou encore les dangereuses déviations de la guerre contre le terrorisme qui participent à la stigmatisation des migrants. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

Table des matières :

- <i>Migrations : causes, réalités et questions - par Milena Merlino</i>	3
- <i>Migrer est-il un crime ? Aux Etats-Unis, les migrants sont victimes des dangereuses déviations de la guerre contre le terrorisme - par Milena Merlino</i>	7
- <i>L'émigration clandestine et le développement : Comment lutter contre l'un sans s'attaquer à l'autre ? - par Elisabeth Voyeux</i>	10
- <i>Le travail de Frères des Hommes au cœur de la question des migrations – interview de Cecilia Díaz</i>	18

Migrations : causes, réalités et questions

Par Milena Merlino

Personne n'a pu ignorer les images télévisées de milliers de migrants déferlant sur les plages des îles Canaries ou celles des corps repêchés au large des côtes espagnoles et italiennes. Ces hommes et femmes avaient tous consenti des sacrifices financiers importants pour le bénéfice de passeurs sans scrupules et se sont embarqués au péril de leur vie sur de vulgaires coquilles de noix. Ces reportages télévisés ont propulsé les drames de l'immigration sous les feux de l'actualité, révélant encore une fois le fossé séparant le Nord et le Sud.

Les causes des migrations

D'après le rapport 2006 du Secrétaire Général des Nations Unies sur les migrations et le développement, il y aurait près de 200 millions de migrants de par le monde. Les causes de tels flux de populations sont multiples et, poussant le raisonnement à l'extrême, on pourrait même avancer que derrière chaque migrant se cache un scénario spécifique et unique.

Toutefois, les raisons économiques et, avec celles-ci, le spectre de l'inéluctable pauvreté sont sans aucun doute la cause première des migrations de populations du Sud vers le Nord. En quête de moyens de subsistance, des milliers de personnes tentent donc la périlleuse aventure, espérant mettre ainsi un point final à un quotidien misérable. Certaines, jugeant qu'elles n'ont rien à perdre, prennent des risques considérables pour gagner cet Eldorado tant rêvé. Beaucoup le paieront de leur vie. Selon l'APDHA¹, entre 6 et 7.000 candidats à l'exil issus de divers pays africains seraient morts en 2006 en tentant une traversée vers les îles Canaries ou la péninsule ibérique.

Au vu de ces chiffres, on comprend aisément combien le phénomène des migrations est intimement lié à la problématique du développement du Sud. Et si la souveraineté alimentaire, notamment, est donc un thème essentiel qui doit être replacé au cœur de nos partenariats Nord/Sud, de nouveaux facteurs acquièrent également un caractère critique.

Ainsi, il est de plus en plus fait mention de « réfugiés environnementaux », qualifiant les personnes contraintes de quitter leur toit à la suite d'une dégradation de l'environnement nuisant à leur cadre ou qualité de vie. D'après

¹ Association andalouse de défense des droits de l'homme

François Gemenne, Doctorant à l'Université de Liège, ils sont aujourd'hui 25 millions dans le monde parmi lesquels 60% touchés par la désertification². Ces chiffres pourraient littéralement exploser dans les années futures à la suite du réchauffement climatique. Selon les perspectives avancées par les Nations unies³, ils pourraient être 50 millions en 2010. Les zones à haut risque seraient la Chine (avancée du désert de Gobi), la Turquie (érosion accélérée des sols cultivables), l'Égypte (salinisation de la moitié des terres arables irriguées) et les îles du Pacifique (hausse du niveau de l'océan). Si François Gemenne nuance ces estimations, il n'en reste pas moins que le problème risque de s'aggraver considérablement dans le futur. Notons qu'actuellement, le statut de « réfugié environnemental » ne figure toujours pas dans la législation, cette dernière ne reconnaissant que les conditions prévues dans la Convention de Genève, en l'occurrence les persécutions touchant la race, la nationalité, la religion, le groupe social et les opinions politiques.

Au début de l'année 2005, le nombre de personnes dans le monde entrant dans la catégorie de « réfugiés » selon les critères susmentionnés était de 9 millions, chiffre en baisse régulière depuis l'an 2000. Si beaucoup d'entre elles sont rentrées dans leur pays au tournant du nouveau millénaire, cela ne signifie pas que le monde est plus sûr ou les droits de l'homme plus respectés. D'après Amnesty International⁴, beaucoup ont réintégré leur pays, comme l'Afghanistan ou l'Irak, contraints et forcés, dans des conditions de sécurité et de dignité laissant à désirer. Par ailleurs, on compte toujours 25 millions de personnes déplacées⁵ pour raisons de guerre, violence ou catastrophe naturelle.

Il est important de souligner que si le thème des migrations fait souvent l'objet de controverses chez nous, ce sont pourtant les pays du Sud qui accueillent en majeure partie les flux de réfugiés. On en comptait des millions au Pakistan en 2005 et plusieurs pays africains comme le Kenya ou le Tchad en hébergeaient à la même époque plus de 200.000 !

Migrants pauvres et migrants riches en Belgique

Bien entendu, bon nombre d'étrangers prennent la route dans des circonstances autrement favorables. Par exemple, ne négligeons pas les cas d'immigration pour raisons fiscales ou encore personnelles, répondant simplement à l'envie de s'installer par goût dans un pays étranger, de même que tout autre cas où la

² Le Soir, 18/19 novembre 2006

³ PNUE – Programme Environnemental des Nations unies

⁴ Le Fil d'AI, juin 2006

⁵ Il s'agit de personnes qui ont été contraintes de fuir leur domicile, mais qui ne se sont pas expatriées à l'étranger

recherche d'une aisance financière accrue (plutôt que la fuite de la misère !) constitue le moteur de changement. Très souvent, « ces étrangers-là », mieux nantis, semblent moins visibles, font moins l'objet de stigmatisation, alimentent moins les élans racistes et tombent presque dans l'oubli...

Mais quel est le tableau général de l'immigration en Belgique ? Beaucoup d'idées erronées circulent en rapport avec le nombre d'étrangers dans notre pays. En 2006, le Centre pour l'Égalité des Chances, à l'occasion de la journée internationale des migrants (18 décembre), a lancé une action de sensibilisation en vue de démonter certaines de ces fausses croyances. Ainsi, on a recensé officiellement 870.000 étrangers au 1^{er} janvier 2005 en Belgique, chiffre qui, selon le Centre et contrairement à certaines idées reçues, connaît une relative stagnation depuis une vingtaine d'années. Il a également déterminé que les trois groupes étrangers les plus nombreux étaient les Italiens (179.015 personnes, soit 21% de la population étrangère globale) suivis des Français (117.349) et des Néerlandais (104.978). Bien entendu, il ne s'agit pas nécessairement de personnes défavorisées ou vivant en situation de précarité.

Si l'on parle des personnes vulnérables, par contre, on peut pointer les « illégaux » dont il est, a fortiori, difficile d'évaluer le nombre. Les associations spécialistes estiment toutefois que notre pays compte de 100 à 150.000 sans-papiers. Parmi cette population, ceux qui réussissent à décrocher un emploi en noir perçoivent souvent un salaire au rabais et constituent une main-d'œuvre facilement exploitable, taillable et corvéable à merci, sans pouvoir faire prévaloir le moindre droit. Ainsi donc, le rêve d'Eldorado qui a pu pousser ces personnes à franchir les frontières en prenant des risques inconsidérés aboutit parfois à alimenter les escarcelles d'« esclavagistes » ou de marchands de sommeil sur nos propres terres. De plus, ces illégaux sans droit contribuent bien malgré eux à niveler par le bas les conditions de travail de tous les travailleurs. En outre, ils alimentent les tensions xénophobes qui apportent de l'eau au moulin des partis d'extrême droite.

Parmi ces illégaux, certains avaient les meilleures raisons du monde de fuir leur patrie. Ainsi, la chute des régimes communistes de l'Europe de l'Est et les guerres qui ont prévalu dans certains de ces pays ont généré une augmentation des demandes d'asile durant les années '90. Toutefois, selon le Centre pour l'Égalité des Chances, « la Belgique est actuellement dans une période où le nombre de demandes est assez faible et même un des niveaux les plus faibles depuis 1990 ». Les chiffres publiés sur le portail fédéral montrent qu'environ 12.000 personnes ont introduit des demandes d'asile en Belgique tout au long de l'année 2006, la majorité étant originaires de Russie (1.562 demandes), de la

République Démocratique du Congo (943), de Serbie-Monténégro (700), d'Irak (663), d'Iran (607). En rapport au pic de plus de 40.000 demandes introduites en 2000, cela constitue effectivement une nette diminution.

Des préjugés qui ont la vie dure

« Mais la Belgique ne peut tout de même pas accueillir toute la misère du monde », entend-on parfois ; des considérations assorties de justifications les plus diverses allant de l'aggravation du problème du chômage dans le pays d'accueil à la mise à mal de son système social. Une telle assertion est inexacte car non corroborée par les faits. Ainsi, notre pays, en dépit du chômage important, connaît une pénurie de main-d'œuvre dans des secteurs peu qualifiés. Bon nombre de personnes arrivant chez nous avec peu de qualifications pourraient donc aisément satisfaire ce besoin, tout en y trouvant leur compte ; pour autant, faut-il le souligner, qu'elles bénéficient des mêmes droits que tout autre salarié. Comblers cette pénurie participerait certainement à une dynamisation de notre économie. En outre, notre société vieillissante inquiète de l'avenir de son système de pensions a tout à gagner en accueillant des populations étrangères si elle veut apporter davantage de garanties à la survie de la sécurité sociale.

D'autres rétorquent que l'intégration est trop souvent un échec, avec en filigrane la question sécuritaire que s'empressent alors de brandir les mouvements d'extrême droite. Les statistiques de criminalité ne peuvent certainement pas se lire uniquement au travers du spectre racial, lecture qui s'avèrerait bien trop réductrice et simpliste. La réalité nous renvoie par contre l'image de certaines couches de la population immigrée confinées dans un scénario de pauvreté, de misère sociale voire d'illégalité qui sont loin d'être des milieux propices à l'épanouissement de l'être humain. Ces aspects ne doivent pas être négligés dans l'interprétation des chiffres. A cela, il convient d'ajouter qu'une grande majorité des étrangers vivant sur notre territoire sont extrêmement respectables et participent, au contraire à l'enrichissement économique et culturel de notre société.

Derrière ces arguments se cachent dans de nombreux cas la crainte de l'autre issu d'une culture différente. La peur est trop souvent fille de la méconnaissance. Et pourtant, n'avons-nous pas tout à gagner en nous ouvrant un tant soit peu à « d'autres façons de faire, de penser, de concevoir » ? Est-il sain de s'accrocher désespérément à une culture locale, en y voyant un cadre statique, destiné à ne jamais évoluer ? Ne court-on pas alors le risque de se faire rattraper par les pièges de la mondialisation, par le simple fait d'avoir préféré

fermer les yeux sur la réalité du monde, la réalité d'un monde fait de multiples cultures, tout bonnement. N'est-ce pas une aberration de vouloir rester imperméable au monde tel qu'il est ?

Alors, comment aborder la question des migrations ?

Certes, la question des migrations est complexe et rêver d'une réponse claire et « monolithique » est donc un leurre. La recherche de solutions requiert, par conséquent, l'examen de différents paramètres. Certains d'entre eux concernent directement le travail des ONG avec le Sud, d'autres sont vraiment l'affaire de tous...

On ne peut, nous l'avons vu, aborder la question des migrations sans évoquer les causes et sans y travailler. Ainsi, le développement du Sud, dans toute sa complexité, doit rester une préoccupation essentielle dans les liens et les flux s'établissant entre les deux hémisphères de la planète. Parmi les éléments interférant avec cet aspect, les considérations environnementales doivent également être prises en compte dès maintenant afin de préserver les habitats de l'homme, mais aussi tous les éléments nécessaires à sa survie. Peut-on accepter, par exemple, que les ressources halieutiques des côtes sénégalaises soient mises en danger par la surexploitation qu'elles subissent de la part de firmes étrangères ? Outre le dommage écologique, cette situation prive les petits pêcheurs sénégalais d'une véritable ressource locale, les poussant à chercher sous d'autres cieux, au péril de leur vie, de quoi vivre décemment.

Face à ces populations qui frappent à la porte de l'Union européenne, la répression n'est certainement pas une solution. D'une part, elle se révèle extrêmement coûteuse et nécessite des investissements considérables en termes de surveillance des frontières. D'autre part, le blocus des frontières n'est pas réaliste, voire il s'avère complètement inhumain lorsque des populations sont véritablement menacées par la guerre et la violence. La libre circulation des personnes étant en outre plus « stimulante » sur le plan économique, nous avons tout intérêt à envisager une ouverture progressive des frontières.

Par ailleurs, il est essentiel que les migrants puissent être considérés comme de véritables citoyens et jouir donc de leurs droits fondamentaux, ceci en appliquant effectivement les textes internationaux adoptés en matière de protection des travailleurs (convention de l'OIT⁶, Convention de l'ONU sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille, par exemple).

⁶ OIT – Organisation Internationale du Travail

Au lieu de faire de l'Europe une forteresse assiégée qui institutionnalise en quelque sorte l'illégalité, il serait plus constructif, comme le suggère le CIRE⁷, d'élaborer une politique migratoire économique qui s'inscrive de manière cohérente dans un cadre global de politiques proactives en matière d'emploi et de croissance économique, mais également de développement, de cohésion sociale, d'intégration.

Enfin, outre l'écoute que nous pouvons offrir aux migrants dans leurs difficultés, chacun d'entre nous pourrait en tout cas tirer un bénéfice humain en s'ouvrant à la culture de l'autre et en tentant de balayer ses propres peurs, souvent liées à la méconnaissance.

⁷ CIRE – Coordination et initiatives pour et avec les réfugiés et les étrangers -, voir « réaction du CIRE et de ses associations membres au livre vert de la Commission européenne sur « une approche communautaire de la gestion des migrations économiques »

Migrer est-il un crime ?

Aux Etats-Unis, les migrants sont victimes des dangereuses déviations de la guerre contre le terrorisme

Par Milena Merlino

12 millions de sans papier aux USA et des centaines de milliers de personnes qui transitent quotidiennement par le territoire mexicain pour tenter de gagner les Etats-Unis. Le rêve américain fait donc encore recette, mais à quel prix ? La guerre contre le terrorisme menée tambour battant par le gouvernement Bush connaît de dangereuses déviations dont les migrants font les frais. Mais c'est parfois déjà dans les pays par lesquels ces derniers transitent qu'ils subissent violations des droits de l'homme, viols, assassinats et déportations. En chemin ou à l'arrivée, c'est trop souvent le lot de ces populations fragilisées dont le seul crime est d'avoir rêvé d'un avenir meilleur.

A Houston, Margarita Alvarez explique : « Ici, les migrants sans papier ne vivent pas en paix. Ils ont peur de sortir à la rue ; et sur leur lieu de travail, ils sont toujours sur le qui-vive car à tout moment, on peut les déporter »⁸. Le nombre d'illégaux guatémaltèques vivant aux Etats-Unis qui ont fait l'objet de déportation est en constante augmentation depuis plusieurs années. Alors qu'en 2004, ils étaient 7.029 ; en 2005, leur nombre s'élevait à 11.512 et en 2006, il est passé à 18.305⁹. Mais ils ne sont pas les seuls étrangers à être expulsés. En 2006, ce sont au total 186.000 migrants sans papier, toutes nationalités confondues, qui ont été reconduits à la frontière par le Département de l'Immigration et des Douanes nord-américain. Plusieurs d'entre eux ont évoqué le recours à des mauvais traitements lors de telles opérations. « Nous étions enchaînés comme si nous étions des criminels, ils nous traitaient comme des chiens...de façon réellement inhumaine »¹⁰.

Cette intensification des déportations est à mettre en regard avec l'approbation par le Congrès américain en décembre 2005 de la loi HR-4437 qui établit un lien entre migration illégale et lutte contre le terrorisme. La stratégie mise en place à l'égard des illégaux a par conséquent revêtu un caractère abusivement répressif aux Etats-Unis. Pour le gouvernement Bush, le temps est venu de déclarer la guerre à l'immigration illégale. Cette stratégie belliqueuse s'est accompagnée de mesures concrètes et coûteuses telles que la construction d'un

⁸ <http://medios.mugak.eu>

⁹ Bulletin Menamig, Guatemala, janvier 2007, n°54.

¹⁰ Id.

mur de 1.200 km à la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique, la multiplication de patrouilles et l'intensification du contrôle militaire dans cette zone, la présence de groupes paramilitaires, de vétérans de guerre transformés « chasseurs de migrants » en Arizona avec la bénédiction des autorités ainsi qu'un déploiement de technologies et moyens allant de petits avions de surveillance, contrôles satellites, utilisation de véhicules tout terrain, motos, balles en caoutchouc, etc. En outre, cette politique répressive est entretenue par un battage médiatique aux accents xénophobes qui criminalise ces populations.

Voilà donc le scénario qui attend ces hommes et femmes en quête d'un avenir meilleur après, très souvent, s'être endettés auprès d'amis ou de membres de la famille pour payer un coûteux et dangereux voyage. En termes financiers, la charge est effectivement considérable. En 2005, les prix établis par les passeurs et réseaux divers étaient de l'ordre de 1.500 USD à partir d'une ville frontière mexicaine, oscillaient entre 4 et 5.000 USD pour ceux qui prenaient la route depuis le Guatemala, le Honduras ou le Salvador et s'élevaient à 10.000 USD depuis l'Équateur et le Pérou¹¹. L'intensification de la guerre anti-migratoire oblige en outre les passeurs à identifier d'autres routes, souvent plus risquées, faisant ainsi pression sur les tarifs pratiqués. En somme, il s'agit d'un plantureux négoce qui fait les choux gras de mafias sans scrupules. Mais pas seulement ! Ainsi, un juteux commerce se développe généralement le long des routes suivies par les migrants. Certains secteurs économiques s'en trouvent littéralement revivifiés. C'est le cas pour l'hôtellerie, les bars, les taxis et autres moyens de transport. Dans une position fragilisée, le migrant se transforme donc involontairement en consommateur défavorisé, voire en proie facile pour malfrats de tout acabit. On estime par ailleurs que les abus essentiels à l'égard des migrants en 2006 étaient les extorsions financières et les abus sexuels contre les femmes. Et en la matière, les passeurs ne sont pas les seuls incriminés puisque la majorité de ces délits sont le fait de policiers et employés des services de migration eux-mêmes, que ce soit au Mexique ou encore aux Etats-Unis¹².

Si en dépit de ce déploiement de contrôles, les migrants réussissent néanmoins à pénétrer et s'installer sur le territoire nord-américain, la réalité qui les attend n'est pas toujours à la hauteur des espoirs qu'ils ont nourris. Qu'elles soient entretenues par une méconnaissance du contexte ou par la conviction que rien ne peut être pire que la misère endurée dans le pays d'origine, les illusions bercent souvent l'imaginaire de ceux qui ont choisi le chemin de l'exil. Beaucoup risquent

¹¹ Menamig, Respuestas desde abajo : las dinámicas migratorias durante el 2005, Alvaro Caballeros

¹² Bulletin Menamig, décembre 2006, n°53

de déchanter lorsqu'ils seront confrontés au dur quotidien de l'illégalité aux Etats-Unis. Il leur faudra affronter le rejet d'une partie de la population locale qui est régulièrement entretenue dans la crainte infondée d'intrus étrangers porteurs d'une certaine déstabilisation sociale, voire constituant une menace pour la sécurité nationale. Cette attitude, induite par une certaine presse et par les accents sécuritaires des discours présidentiels, encourage et soutient l'adoption de mesures répressives plutôt que l'identification de solutions à portée sociale qui devraient pourtant tenir compte des drames humains qui se jouent. En effet, aux difficultés d'intégration s'ajoutent souvent la discrimination, les dures conditions de travail et l'inacceptable exploitation dont souffrent les sans papier et qui les privent d'une vie digne.

Par ailleurs, depuis le début de l'année 2006, on a vu se multiplier le phénomène de rafles sur les lieux de travail dans diverses villes des Etats-Unis. Ainsi, par exemple, le 12 décembre dernier, dans le cadre de « l'opération wagon de train », des agents du Service de l'Immigration et des Douanes ont soudainement investi différentes succursales de l'entreprise Swift & Co. à Greeley (Colorado), Grand Island (Nebraska), Hyrum (Utah), Marshalltown (Iowa) ainsi qu'à Washington et dans le Minnesota pour y arrêter 1.282 travailleurs qui ont été accusés d'immigration illégale et/ou d'usurpation d'identité. La majorité des 536 Guatémaltèques détenus ont été conduits à la prison d'Albuquerque dans le Nouveau Mexique menottés et enchaînés, ayant souffert d'abus de droits durant la déportation¹³. Derrière ces scénarios se cache souvent une profonde détresse humaine car à l'endettement auquel doivent faire face ces personnes s'ajoutent de véritables drames familiaux, en particulier lorsque, par exemple, le mari a laissé femme et enfants qui se retrouvent seuls au pays, sans les ressources tant espérées.

Face à la recrudescence de répression et au silence généralisé, les organisations d'immigrés se sont érigées en nouvelle force sociale aux Etats-Unis. De février à mai 2006, des millions d'immigrés et leur famille sont descendus dans les rues de différentes villes afin de revendiquer plus de justice et d'humanité. C'est la première fois que l'on assiste à un soulèvement de cet ordre dans ce pays. Les organisations et la communauté immigrée ont par ce biais pu démontrer une réelle capacité de mobilisation et faire valoir leur apport quotidien à la vie économique, sociale et culturelle des Etats-Unis. Le 1^{er} mai 2006, en refusant de se rendre sur leur lieu de travail, de nombreux immigrés ont par ailleurs témoigné de leur importance stratégique en tant que force de production, réaction qui a eu un impact important sur divers secteurs économiques. A cette occasion, ils se sont réunis pour participer à « la marche du triomphe », initiative

¹³ Id.

qui a remporté un franc succès et a été couverte par de nombreux médias hispanophones. Soulignons tout de même que certains employeurs ont eux-mêmes accordé à ces travailleurs l'autorisation de s'absenter pour défendre ainsi leurs droits. Cette manifestation s'est accompagnée d'un boycott des marques nord-américaines. Sans aucun doute, les mobilisations qui ont eu lieu tout au long de l'année 2006 sont un nouveau pas dans l'histoire de l'immigration aux Etats-Unis et ont permis de mettre le thème de l'immigration sous les feux de l'actualité.

Ce nouveau mouvement sera-t-il assez fort pour permettre l'effondrement du mur emblématique (mais aussi réel !) qui sépare le Nord et le Sud du continent américain ? En 1963, John F. Kennedy, face au mur de Berlin s'exclamait : « Ceci est une offense contre l'humanité, elle sépare des familles, divise maris et femmes, frères et sœurs ainsi que ceux qui désirent être ensemble ». L'histoire a d'étranges détours qui amènent parfois les nations à ériger des remparts qu'elles décriaient pourtant 40 ans plus tôt....

Sénégal : Emigration

Par Mamadou Ndiaye, Pape Kamara, Moussa Diop (Enda Graf, Sénégal)

Les migrations sont devenues un fait de société. La médiatisation à outrance des migrations internationales fait perdre de vue que les phénomènes migratoires traversent les pays et les continents. Dakar, la capitale du Sénégal, est révélatrice de l'intensité des flux migratoires internes. Le quart de la population du Sénégal habite sur 0,3 % du territoire national. Les régions côtières ne sont pas non plus épargnées par le phénomène comme du reste les parties du pays considérées utiles.

Contexte défavorable

Dans nos états africains de plus en plus confrontés à la pauvreté, avec ses répercussions néfastes sur la vie des populations, l'émigration a pris des formes tout à fait nouvelles. En effet elle s'inscrit dans les stratégies de survie des personnes et des communautés. A l'heure actuelle, beaucoup de personnes et de groupes sont exclus de leur citoyenneté du fait de leur non accès à un minimum de ressources pour assurer leur quotidien. L'insécurité existentielle ou symbolique a fini par être le lot quotidien du plus grand nombre. L'accès aux services sociaux de base est réservé à une minorité de privilégiés. Les jeunes, les femmes et les personnes âgées sont les plus grands perdants du jeu social et économique.

Un environnement marqué par le néolibéralisme économique

Les politiques néolibérales dominantes accordent la primauté à la croissance et subordonnent celle-ci au marché mondial. L'économie de marché et la marchandisation tous azimuts renforce dans les pays du Nord comme du Sud l'élargissement des espaces de pauvreté avec ses effets induits négatifs que sont l'exclusion et l'insécurité à tous les niveaux de la vie des personnes et des groupes. Dans les pays du Sud, l'échec des politiques de développement et la mal gouvernance ont entraîné une mauvaise répartition des ressources et engendré des disparités entre une minorité de riches et une majorité de pauvres. Les jeunes et les femmes vivent plus intensément la montée des inégalités et baignent globalement dans la précarité.

Du fait de leur poids économique important, les jeunes et les femmes après moult tentatives d'auto-insertion professionnelle cherchent à explorer d'autres horizons en vue de relever le défi de la lutte contre la pauvreté qui

gangrène les familles et menace tous les équilibres sociétaux. Sous ce rapport partir en Europe, aux Etats-Unis ou dans les Emirats considérés comme l'eldorado constitue le rêve, sinon l'objectif stratégique de l'écrasante majorité de la population active des pays du Sud et du Sénégal notamment. La vague déferlante d'émigrants a soif de richesse, de revalorisation de soi.

L'attitude du Nord face à l'émigration

Les mesures prises par les pays du Nord sont pour le moins répressives. L'obtention d'un visa en bonne et due forme relève du miracle pour de nombreux candidats à l'émigration. Les contrôles au niveau des frontières maritimes et terrestres se renforcent chaque jour davantage. La quasi impossibilité de voyager selon les normes fait le lit des tensions dans les pays du Sud où les personnes cherchent à partir coûte que coûte, mais aussi dans les pays du Nord où les rapatriements massifs des « clandestins » dans des conditions peu acceptables mobilisent les opinions publiques. Les moyens de lutte qui sont mis à profit au Nord comme au Sud sont assez onéreux, et malgré tout, sans conséquences dans l'élimination de l'émigration clandestine. Aux mesures répressives, les pays du Nord ont adjoint des mesures « assimilationnistes » avec le concept d' « émigration choisie ».

Les tendances à l'émigration choisie, favorable à la fuite des cerveaux et compétences des pays pauvres, s'intensifient. L'émigration choisie renforce dès lors le déséquilibre entre pays riches ou localités à forte potentialité de ressources et pays ou zones de précarité économique.

Quelles solutions ?

Eu égard aux enjeux et à son caractère vital, l'émigration appelle de la part des pays du Nord comme du Sud des changements dans leur approche de la coopération bilatérale et multilatérale. Il doit s'agir d'une coopération plus juste fondée sur le principe de respect mutuel, d'équité et de solidarité. L'exploitation sinon la surexploitation des ressources naturelles des pays du Sud par le Nord qui se barricade dans l'ultra protectionnisme de son économie ne fait qu'exacerber la situation. A cet effet, il s'avère urgent de mettre en place des mécanismes de régulation du marché qui annihilent les déséquilibres socio-économiques renforçant les facteurs de la pauvreté au Sud.

Les pays du Sud doivent asseoir des politiques de jeunesse plus hardies puisque porteuses de développement. L'éducation et la formation professionnelle sont les

leviers pour promouvoir une jeunesse apte à contribuer à la création de la société à venir, mais surtout à relever les défis de son présent.

Dans les pays du Nord, l'option de délocaliser les entreprises en Afrique peut constituer entre autres, une piste de solutions. Cependant, on note une forte tendance à délocaliser les entreprises dans les pays asiatiques. Ce qui contribue à rétrécir les opportunités d'insertion socio-économique des Africains, notamment, portés à l'émigration

L'intégration des émigrés dans les pays du nord a un coût économique et social énorme. Des dynamiques interculturelles assez complexes se développent avec des effets induits positifs et/ou négatifs.

Les phénomènes de déculturation et d'enculturation ne sont pas sans effets tant au Nord qu'au Sud.

L'émigration clandestine et le développement :

Comment lutter contre l'un sans s'attaquer à l'autre ?

Par Elisabeth Voyer (FdH Luxembourg)

Tout en ayant reçu le prix du « *Meilleur Etat Africain 2006* » par une fondation étasunienne, dénommée *Celebrate Africa*, le Sénégal reste un pays où une grande partie de la population ne trouve pas son compte dans la vie active : pas de travail, pas de possibilités économiques, pas d'occasion d'une vie meilleure ni en ville ni en milieu rural. Même sur les côtes, où la pêche était traditionnellement synonyme de travail et de prospérité, la situation s'est dégradée. En effet, l'exploitation abusive de la mer se traduit graduellement par une baisse des ressources halieutiques, la pêche ne peut plus absorber les nouvelles générations et ainsi la mer devient un point de départ. C'est de cette situation, dans laquelle les jeunes ne voient pas d'avenir, que l'Europe devient de plus en plus attrayante, c'est de cette situation que fuient ces hommes et femmes, qui laissent leurs familles, leurs enfants, leurs amis... qui bravent la mer et bien plus pour essayer de se construire un avenir meilleur. C'est à cette situation que l'on doit s'attaquer si on veut endiguer le problème de l'émigration clandestine. Tant que la population ne verra pas de possibilités d'évolution à l'intérieur du pays, les jeunes continueront à chercher un meilleur avenir à l'étranger. Quand l'Europe a attribué 40 million d'euros à la lutte contre l'immigration clandestine au Maroc, les passeurs ont trouvé de nouvelles routes et c'est ainsi que les jeunes ont commencé à arriver en masse aux Iles Canaries.

Il semble donc évident que la répression n'est pas une réponse à ce phénomène. Au Sénégal, plusieurs femmes, qui ont perdu leurs fils, frères ou oncles à la mer, se mobilisent, à travers le *Collectif des femmes pour la lutte contre l'émigration clandestine*, pour encourager les jeunes à rester au pays, à « s'inventer » un travail ou un moyen de survie, à se construire, avec les moyens du bord, un meilleur avenir. Elles font de la sensibilisation, elles encouragent les jeunes à se réunir en association, elles font des petits boulots pour montrer l'exemple, elles évoquent même des arguments religieux pour inciter « leurs » jeunes à rester.

Mais elles se rendent compte aussi que, sans de meilleures perspectives, leur combat reste difficile. C'est pour cette raison aussi que Frères des Hommes croit en l'appui à des initiatives de développement local qui puissent donner des possibilités d'évolution et d'amélioration des conditions de vie aux populations.

Le travail de Frères des Hommes au cœur de la question des migrations

Propos recueillis par Milena Merlino

Pourquoi Frères des Hommes s'intéresse-t-il aux migrations ? Quel lien peut être établi entre cette thématique et la coopération au développement ? Cecilia Diaz, Chargée des Relations Partenaires Sud chez FdH apporte quelques éclaircissements à ce sujet.

« La migration a toujours existé et est inscrite dans l'histoire de l'humanité. Les gens migrent généralement pour trouver une vie matérielle meilleure, pour vivre en paix ou encore rechercher une autre culture...Mais à côté de ce droit à chercher une vie meilleure, il existe aussi le droit de demeurer dans son propre pays, dans son propre village si on le souhaite...Et dans certains cas, il est nécessaire de créer les conditions requises pour que les populations puissent effectivement rester chez elles. Par ailleurs, il est également intéressant de se pencher sur l'impact que les flux migratoires peuvent avoir sur les sociétés qui accueillent ces migrants.

Le cas du Congo

Le Congo illustre très bien le cas de migrants qui ont tenté de chercher une vie meilleure et des conditions de paix. Bukavu, dans l'Est du pays, par exemple, a accueilli de nombreuses personnes déplacées à cause de la guerre. Elles voulaient tout simplement survivre ! Souvent, il s'agissait de femmes qui quittaient la campagne pour fuir la violence et gagner la ville, croyant y trouver plus de sécurité. C'est ainsi que la population de Bukavu a pratiquement doublé en deux décennies. Cette situation a eu un impact sur toute la région car, de ce fait, la production agricole des campagnes a chuté et la population urbaine a explosé. La question qui se pose alors est de savoir quels moyens de subsistance ces populations déplacées peuvent trouver, comment elles peuvent contribuer au développement local, comment cette situation peut avoir un impact positif sur la région. Ce sont ces aspects qui intéressent particulièrement Frères des Hommes. Avec notre partenaire APEF, l'Association pour la Promotion de l'Entreprenariat Féminin, qui a été créé au milieu des années '90, nous nous sommes donc fixé comme but de travailler avec les populations des quartiers de Bukavu pour créer des activités économiques qui puissent contribuer à la survie des femmes et au développement de la région. Maintenant que la paix semble se réinstaurer dans la

région, nous pouvons à nouveau encourager des projets touchant directement les populations restées à la campagne. Il est en effet important de ne pas encourager l'exode rural et de soutenir les gens pour qu'ils continuent à cultiver leurs terres en milieu rural.

Le cas du Brésil

En Amérique latine et tout particulièrement au Brésil, on a assisté dans les années '60 et '70 à une migration des populations de la campagne vers les villes. C'est ainsi que se sont créées des mégapoles telles que São Paulo qui compte plus de 15 millions d'habitants. Derrière ce phénomène, on trouve un modèle de développement industriel à travers lequel on a encouragé les gens à venir travailler dans les industries des villes. Cette modernisation a également touché directement les campagnes à travers une plus grande mécanisation de l'agriculture, ce qui a engendré beaucoup de chômage en zone rurale. Notons par ailleurs que ce modèle a eu des conséquences néfastes sur l'environnement et sur l'alimentation des populations pauvres. Mais, l'industrialisation a ses limites et de toute évidence, des « monstres » comme São Paulo ne peuvent plus accueillir davantage de populations dans des conditions acceptables. Ce modèle, tourné vers l'agriculture d'exportation, a donc exercé une pression sur les paysans qui, finalement, n'avaient plus de place ni en ville, ni à la campagne. Le Mouvement des paysans Sans Terre (MST), notre partenaire, préconise un changement de modèle afin de mettre un terme à cette migration sans avenir. Pour lui, il est important de trouver des alternatives réelles afin que les paysans puissent continuer à vivre de leur travail aux champs. La réforme agraire qu'il défend est donc clairement une option qui touche l'ensemble de la société brésilienne, non seulement en luttant contre l'exode rural, mais aussi en évitant l'engorgement des villes. C'est une des raisons pour lesquelles le MST soutient le modèle d'agriculture familiale et biologique, qui utilise plus de main-d'œuvre, crée des emplois et permet une meilleure gestion de l'espace ainsi qu'un respect de l'environnement. Cette agriculture est plus diversifiée et encourage le commerce au niveau local et régional.

Le cas de la Bolivie

Pour la Bolivie, le cas est similaire. Avec l'Equateur, il s'agit d'un des pays d'Amérique du Sud qui compte le plus de candidats à l'émigration. Beaucoup de villages commencent à se vider, des terres sont abandonnées, comme dans la région des Yungas ou du Chapare. Le travail des organisations économiques paysannes que soutient Frères des Hommes vise à donner aux paysans la possibilité de travailler leur propre terre et de pouvoir en vivre. C'est une lutte

claire contre l'exode rural. Ces organisations créent de l'emploi, parviennent à obtenir des marchés où sont écoulés les produits agricoles des familles paysannes, revalorisent la production locale et autochtone (quinoa, café...) et forment de jeunes cadres qui peuvent préparer l'avenir des populations à la campagne.

En résumé, le lien entre migration et coopération au développement est manifeste. Notre travail consiste donc à tenter, là où c'est possible, de laisser la possibilité aux paysans de rester dans leur village en favorisant un développement local. Dans les cas de conflits, Frères des Hommes soutient des populations qui ont été déplacées en raison de la violence, par la mise en place d'activités économiques qui contribuent à leur subsistance »

Frères des Hommes est une association de coopération et de solidarité internationale présente en France ? EN Belgique, au Luxembourg et en Italie. Elle existe depuis 1965 et a soutenu plus de 1000 projets de développement dans plus de 40 pays d'Afrique, d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Asie.

Ces projets sont conçus et mis en œuvre par les partenaires – associations, ONG ou mouvements sociaux locaux – avec lesquels Frères des Hommes entretient des relations basées sur la réciprocité, la transparence et la co-responsabilité.

Frères des Hommes travaille également en Europe dans le domaine de l'éducation au développement et de sensibilisation du grand public aux réalités du Sud afin de promouvoir la solidarité internationale.

Frères des Hommes asbl / rue de Londres 18, 1050 Bruxelles / tél : 02/512.97.94 /
fax : 02/511.47.61 / www.freresdeshommes.org / e-mail : fdhbel@skynet.be